



**CHAPITRE II :**  
**ACTIVITE ECONOMIQUE**  
**ET PRIX**

## **CHAPITRE II : ACTIVITE ECONOMIQUE ET PRIX**

Les paramètres économiques fondamentaux de l'Algérie pour l'année 2004 confirment l'évolution favorable des deux années précédentes. Le produit intérieur brut en 2004 est en hausse appréciable, les échanges extérieurs dégagent un excédent substantiel et croissant, la demande et, notamment, l'investissement progressent, le chômage recule pour les cinq dernières années consécutives et l'inflation, malgré sa hausse relative, demeure, néanmoins, dans des limites compatibles avec une croissance saine.

En 2004 et pour la troisième année successive, la croissance économique a été vigoureuse grâce aux très bonnes performances des secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP), des services hors administration et des matériaux de construction, malgré le ralentissement de l'expansion du secteur des hydrocarbures et de l'agriculture qui, l'année 2003, ont tiré la croissance vers le haut.

Le Produit intérieur brut en volume a progressé de 5,2 % en 2004. Cette croissance significative est inférieure à l'exceptionnelle performance de l'année précédente (6,9 %).

La demande a notablement progressé, du fait principalement de l'évolution de l'accumulation brute de fonds fixes (ABFF) qui a enregistré la plus forte expansion des trois dernières années avec une croissance de 8,1 % contre 5,7 % en 2003. La croissance de la consommation finale en 2004 (5,5 %) est supérieure à celle réalisée en 2002 et 2003 (4,2 % et 4,1 % respectivement).

Les échanges extérieurs, toujours favorables depuis 2000, continuent à contribuer fortement à la consolidation de la stabilité macro-financière. Les exportations des biens et services ont progressé de 21,6 % en valeur (3,1 % en volume) et l'excédent des échanges de biens et services a augmenté de 17,9 %, malgré la très forte expansion des importations (23,9 % en valeur et

11,5 % en volume), conséquence de la vigoureuse croissance des investissements et, dans une moindre mesure, de celle de la consommation finale.

De ces bonnes performances, notamment dans les secteurs des BTP et des services, il en est résulté un recul significatif du chômage dont le taux a baissé de six (6) points en une année passant de 23,7 % de la population active en 2003 à 17,7 % en 2004. En revanche, le rythme élevé de l'expansion de la demande a engendré, comme en 2003, une reprise de l'inflation (4,6 % pour l'indice national et 3,6 % pour le Grand Alger, contre 3,6 % et 2,6 % respectivement en 2003).

## **II.1 - PRODUCTION, DEMANDE ET CROISSANCE**

Après des années successives de faible croissance, la reprise économique à partir de 2001 s'est renforcée durant les années 2002 et 2003 et s'est consolidée en 2004.

La demande intérieure, stimulée particulièrement par les investissements publics, a fortement contribué à la croissance.

### **II.1.1 - Evolution de l'activité**

Contrairement à l'année précédente, la hausse du produit intérieur brut hors hydrocarbures (6,2 %) est plus élevée que la hausse du produit intérieur brut des hydrocarbures (3,3 %) en dépit de la forte décélération de la croissance de la production agricole. La croissance du produit intérieur brut a été tirée essentiellement par la croissance des secteurs du BTP et des services.

L'expansion de la production agricole (3,1 % contre 19,7 % en 2003), moins élevée que la croissance du produit intérieur brut, est néanmoins appréciable même si son rythme de croissance est très inférieur par rapport à 2003 ; bonne année agricole qui succédait à une campagne 2002 défavorable (-1,3 % en volume).

La production céréalière a légèrement fléchi pour atteindre 40,3 millions de quintaux contre 42,6 l'année précédente. Ce recul

serait lié à l'apparition de la rouille jaune qui aurait affecté les cultures de blé tendre. Hors céréales, la production végétale, beaucoup moins volatile en raison de l'extension des capacités d'irrigation, a progressé dans les mêmes proportions que l'année précédente (4,5 %).

Quant à la production animale, elle continue à se développer au rythme appréciable de 4,5 % pour le cheptel ovin, de 6,2 % pour la production laitière et de 8,4 % pour les viandes blanches. Enfin, le cheptel bovin ne progresse que de 0,9 %.

Ainsi, l'expansion du secteur agricole, qui contribue pour 11,1 % de la valeur ajoutée des secteurs et 20,6 % de la valeur ajoutée des secteurs hors hydrocarbures reste subordonnée à la croissance de la production céréalière. Cette dernière, outre qu'elle est très volatile en raison de l'irrégularité de la pluviométrie, ne peut augmenter substantiellement lorsqu'une campagne agricole succède à une année déjà très favorable comme c'est le cas pour la présente saison.

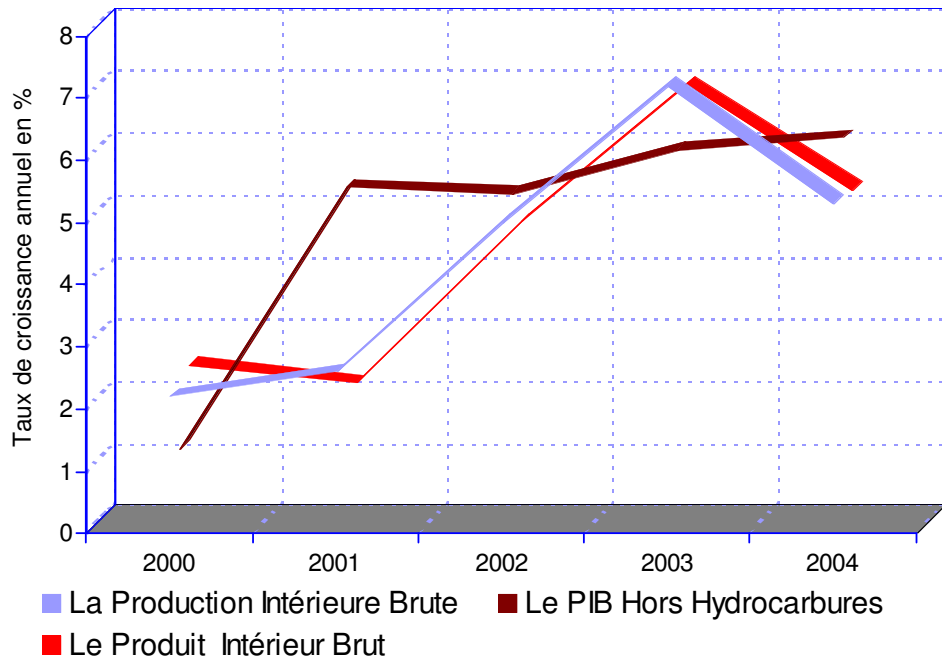
Le secteur des hydrocarbures demeure prépondérant dans l'activité économique avec 46 % de la valeur ajoutée totale des secteurs (hors services des administrations publiques) contre 43,5 % en 2003. Ce secteur couvre 92,1 % des exportations de biens et services. Corrélativement, la fiscalité pétrolière, comme pour l'exercice 2003, représente 2/3 des recettes budgétaires.

Exceptée l'année 2001, le secteur des hydrocarbures a connu en 2004 sa plus faible croissance en volume depuis 1997 avec 3,3 % de hausse de la valeur ajoutée. Toutefois, dans un contexte de très bonne tenue des prix sur le marché international de l'énergie, son expansion en valeur a atteint 23,8 %, compensant ainsi la faiblesse relative de sa hausse en volume. En effet, les prix moyens des hydrocarbures liquides ont progressé de 37,3 % et des hydrocarbures gazeux de 9,9 % portant ainsi la hausse des recettes des exportations respectivement à 39,9 % et 13,1 %.

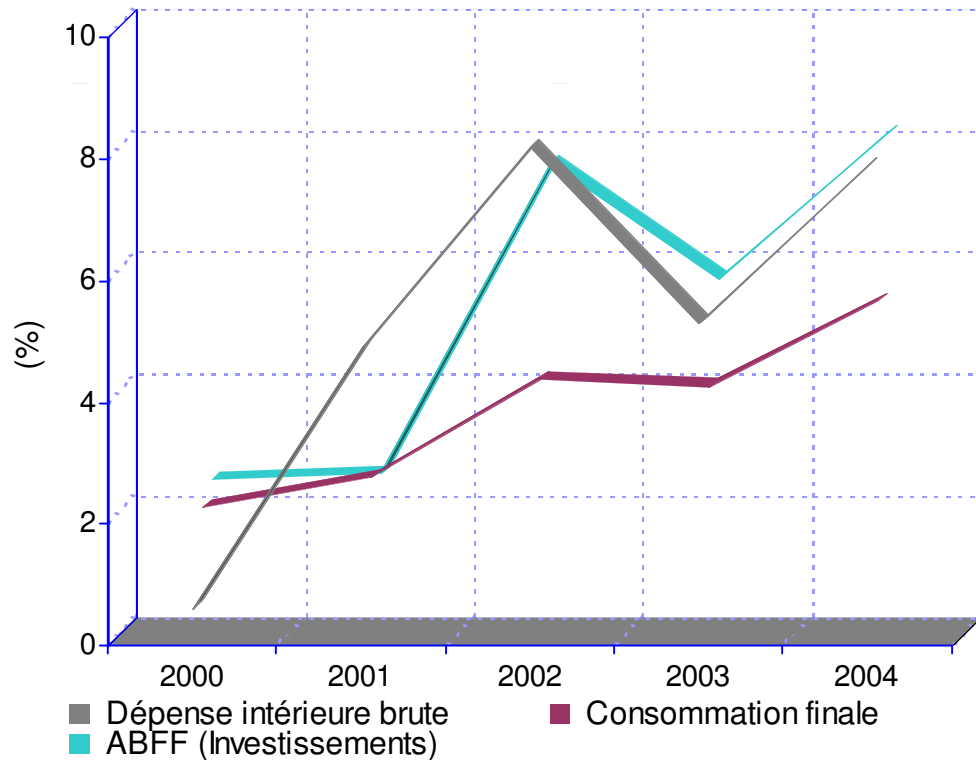
Les secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP) restent dynamiques réalisant une croissance en volume de 8 % contre 5,5 %

## SECTEUR REEL

**GRAPHIQUE 3**  
**EVOLUTION DE LA PRODUCTION INTERIEURE BRUTE**  
**& DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (EN VOLUME)**



**GRAPHIQUE 4**  
**EVOLUTION DE LA DEPENSE INTERIEURE BRUTE**  
**EN (VOLUME)**



en 2003 et après la forte hausse de 8,2 % enregistrée en 2002. L'achèvement de la reconstruction des infrastructures détruites par le séisme de 2003, la poursuite de la réalisation de nombreux programmes d'infrastructures et de logements expliquent la forte croissance de ces secteurs, la plus élevée de tous les secteurs d'activité.

Les indicateurs conjoncturels des secteurs du BTP tels que les ventes de ciment et autres matériaux de construction confirment l'expansion de son rythme de croissance. En 2004, les disponibilités (production et importations) en ciment sont en hausse de 12 % ; il en est de même des autres matériaux de construction et notamment des agrégats et peintures. Quant à l'offre de ronds à béton, bien que les quantités produites soient en hausse de 2,4 %, le recours aux stocks pré-constitués a permis de compenser la baisse de 6 % des importations. Les livraisons de logements (hors auto-construction) qui sont en hausse, passant de 74.000 logements à près de 81.000 en 2004, reflètent bien la bonne santé de ce secteur.

Au total, hors hydrocarbures, et avec une proportion constante de près de 18,6 % dans la valeur ajoutée des secteurs, le secteur du BTP est le second secteur par sa contribution à la richesse nationale, devançant de 5 points le secteur industriel.

Après la hausse significative de 4,2 % en 2003, la croissance du secteur des services se poursuit en 2004 au rythme élevé de 7,7 % en volume, son plus fort taux depuis plusieurs années. Cette activité a participé pour près de 47,1 % à la valeur ajoutée hors hydrocarbures, proportion quasiment stable. La croissance du secteur des services, qui concerne essentiellement les activités de transport-communication et de commerce-distribution, (comptant pour plus de 85 % de la valeur ajoutée de cette branche), est générée par l'expansion du commerce extérieur. Les importations de marchandises ont, en effet, augmenté de 24,7 % en valeur contre 9,4 % en 2003.

Contrairement aux autres secteurs d'activité qui ont tous enregistré une croissance forte ou simplement appréciable en 2004, stimulée certes par une dépense publique élevée pour le BTP et

une grande disponibilité de biens permise par l'expansion des importations pour les activités commerciales, la croissance de l'industrie reste modérée. En volume, son rythme d'expansion est de 2,6 % mais elle ne participe plus que pour 7,3 % dans la valeur ajoutée totale et pour 13,6 % de la valeur ajoutée hors hydrocarbures, ce qui la range à la dernière place des secteurs.

Au total, le Programme de soutien à la relance économique a permis une croissance vigoureuse et soutenue et a engendré une forte baisse du chômage de huit (8) points en deux ans passant de 25,7 % en 2002 à 17,7 % en 2004.

L'économie nationale fait donc preuve d'un dynamisme certain depuis 2002. Pour consolider cette expansion et aboutir à une croissance endogène auto-entretenu, il est vital d'en diversifier les sources en créant les conditions favorables à la relance de l'investissement productif hors hydrocarbures, en particulier dans les secteurs industriels et de services hors transport et commerce. Une telle diversification est à même de permettre à l'économie nationale de répondre aux considérables besoins d'emploi, de logement, de santé et d'éducation de la population.

## **II.1.2 - Production industrielle**

Les prévisions de clôture relatives à la valeur ajoutée indiquent que la croissance en volume de l'industrie hors hydrocarbures atteindrait 2,6 % en 2004 et serait identique pour les deux secteurs industriels (public et privé). La valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures a progressé de 3,3 %, rythme de croissance en net recul par rapport à celui enregistré en 2003 (8,8 %).

Selon les dernières données de l'Office national des statistiques, l'indice de la production industrielle du secteur public a progressé de 0,9 % en moyenne annuelle soit 0,2 point de moins que la croissance enregistrée en 2003. Hors hydrocarbures, l'indice progresse modérément de 0,8 %, ce qui indique un net redressement de l'activité après la forte baisse de 1,5 % de l'année précédente. Néanmoins, le niveau de l'indice reste en deçà de celui de l'année 2000 aussi bien pour l'industrie manufacturière (-4,7 points) que pour l'industrie hors hydrocarbures (-0,6 point).

L'indice du secteur des hydrocarbures a progressé en 2004 de 1,0 % en net repli de 6,4 points par rapport à son expansion de l'année précédente. Cette évolution est inhérente aux baisses de production des activités de raffinage et de liquéfaction alors que les productions de pétrole brut et de gaz naturel ont enregistré, quant à elles, des croissances respectives de 6,4 %. Les évolutions positives des productions de brut et de gaz naturel sont dues, pour l'essentiel, à l'expansion des productions des gisements exploités en association.

Les indices sectoriels de la production industrielle publique montrent que cinq des dix secteurs d'activité ont enregistré des croissances positives. Les secteurs les plus performants avec des rythmes supérieurs à 5 % ont été respectivement ceux des cuirs et chaussures (15,4 %), des matériaux de construction (10,2 %), de l'eau et énergie (5,8 %) et enfin, des industries diverses (5,2 %). Les cinq autres activités ont toutes enregistré des croissances négatives, à savoir, les industries du bois, liège et papiers avec un recul de 0,5 %, les mines et carrières (-1,0 %), la chimie, caoutchouc, plastiques (-2,2 %), les textiles (-14,4 %) et enfin le secteur de l'agroalimentaire qui s'est effondré en régressant de 15,7 %.

La production des industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques et électriques, bien que plus modestement que l'année précédente, continue à progresser avec 2,0 % contre 8,9 % en 2003. Ce secteur et celui de l'énergie sont les seuls dont la production en volume croît régulièrement depuis sept (7) ans.

La production de la branche énergie maintient un rythme élevé et régulier d'expansion depuis plusieurs années. Après la hausse de 6,6 % de son indice en 2003, elle réalise un taux de croissance encore appréciable en 2004 (5,8 %). C'est le seul secteur dans l'industrie qui ait plus que doublé son indice de production depuis 1989 ; ceux de tous les autres secteurs étant inférieurs en 2004 à leurs niveaux de 1989.

Après sa très faible progression de 0,6 % au cours de l'année précédente, la production du secteur des mines et carrières a reculé de 1,0 %. Ce repli est dû essentiellement à l'effondrement

de l'extraction des minerais non ferreux (-73,9 %), de sel (-23,8 %) et du minerai de phosphate (-13,4%).

Contrairement à l'année 2003 où le secteur des matériaux de construction n'a pas pu répondre entièrement à la forte demande impulsée par les programmes de construction d'infrastructures et de logements, ce secteur a fortement progressé en 2004 (10,3 %). La forte augmentation de la production des liants hydrauliques (16 %) et celle, moins élevée, des produits rouges (4,9 %) ont permis d'atteindre ce niveau de croissance en dépit de la très forte baisse de la production de céramique (-12,6 %).

Après l'importante baisse de 10,6 % de la production du secteur de la chimie en 2003, cette activité a réussi à freiner la chute de sa production en limitant son recul à 2,2 % grâce à la forte expansion de la production des peintures (38,7 %), des produits pharmaceutiques (17,4 %) et des engrais et pesticides (15,8 %) et malgré les fortes chutes de la production des branches des résines synthétiques (-70,3 %) et de la chimie organique de base (-49,8 %).

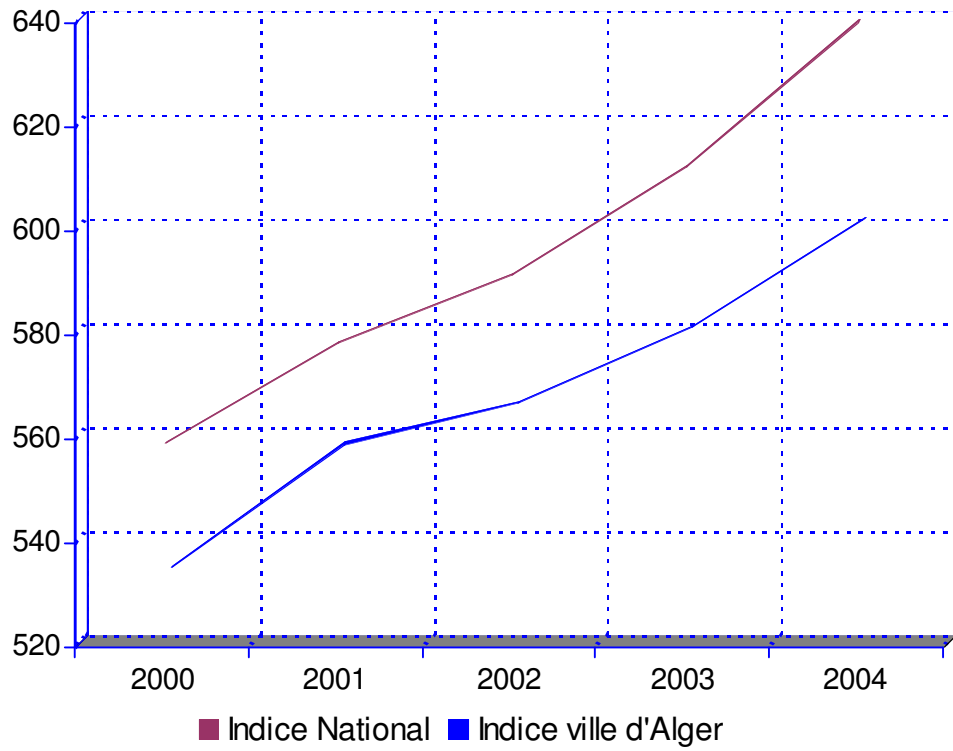
La filière agroalimentaire s'est effondrée avec une baisse de 15,7 % qui succède à celle, considérable de 20,6 % de l'année précédente. A l'exception de la production des conserveries, cette très forte régression est générale et concerne la quasi-totalité des branches de cette activité. Le repli de la production a dépassé 50 % pour deux branches des produits alimentaires et de la fabrication des corps gras (-67,3 %), activités dont les capacités de production ont été fortement réduites. La valeur ajoutée de ce secteur ne représente plus en 2004 que le quart de la valeur ajoutée totale de la branche.

Pour la première fois depuis plus d'une décennie, la production en volume de l'industrie du cuir et chaussure réalise une croissance considérable de 15,4 %, croissance tirée par l'expansion de la production des biens de consommation en cuir qui progresse de 42 %. Par contre, l'industrie textile publique dont la production, avec celle des cuirs, affronte la forte concurrence des produits importés, fléchit régulièrement depuis plus d'une décennie, et s'est effondrée en 2004 avec une chute de 14,4 %.

## PRIX A LA CONSOMMATION

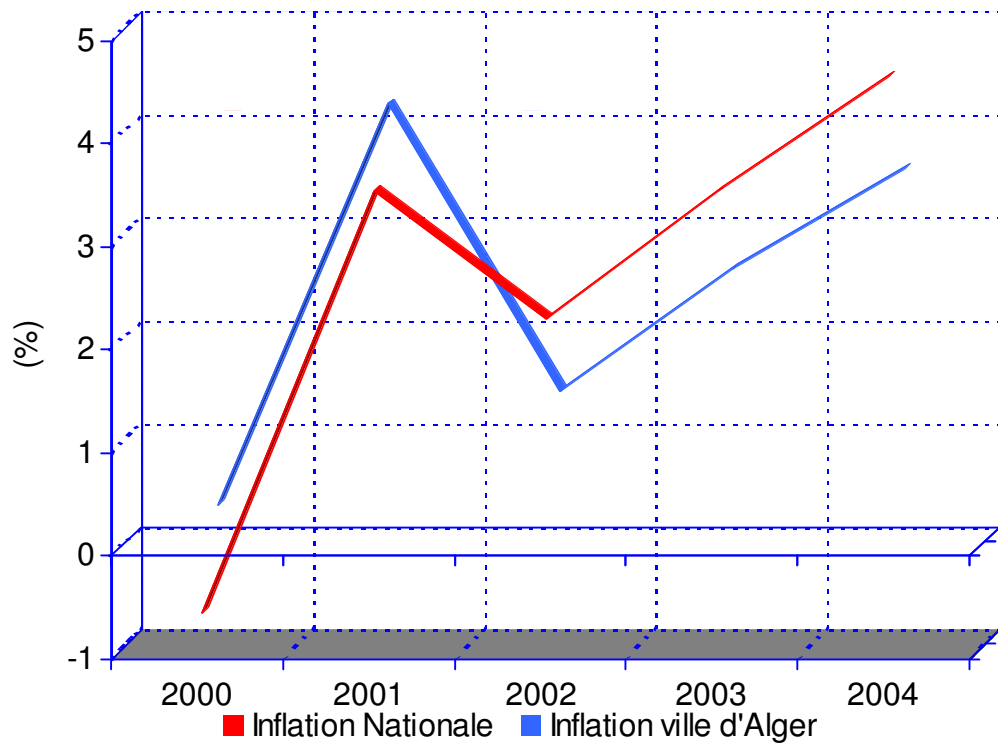
GRAPHIQUE 5

INDICE ANNUEL



GRAPHIQUE 6

INFLATION MOYENNE ANNUELLE



Son niveau est désormais inférieur au tiers de ce qu'il était à l'année de base de l'indice.

L'indice du secteur des industries publiques du bois, liège et papier a reculé de 0,7 % après sa forte baisse (6,1 %) de l'année 2003. Cette évolution est le résultat des importantes baisses de production des branches de la menuiserie générale (-12,4 %) et de celle de la transformation de papier (-9,7 %) qui a été largement compensée par l'exceptionnelle croissance de l'industrie du liège dont la production a plus que doublé (109,4 %) et dont le niveau dépasse de nouveau sa valeur de 1989.

Au total, le secteur industriel public et privé n'a pu tirer tout le profit escompté de la hausse de la demande globale en biens de consommation et biens d'équipement. Seuls trois secteurs, les matériaux de construction, l'énergie et l'industrie des cuirs ont réellement réalisé de bonnes performances. L'impératif de modernisation et de renforcement de l'outil industriel public et privé par la mise en place des conditions organisationnelles, réglementaires et financières, indispensables à la reprise vigoureuse de l'investissement, est plus que jamais d'actualité afin que la croissance forte de ces dernières années, impulsée par les dépenses budgétaires, ne profite pas qu'aux seules importations.

### **II.1.3 - Demande**

En 2004, la dépense intérieure brute a progressé de 7,9 % en volume, soit un gain de 2,6 points de pourcentage par rapport à l'année 2003 (5,3 %).

L'effort d'investissement s'est poursuivi à un rythme beaucoup plus élevé que celui de l'année précédente ; sa croissance ayant progressé de 2,4 points pour atteindre 8,1 %.

L'accroissement considérable en 2004 de l'accumulation brute de fonds fixes en valeur (15,2 %) n'a pas eu pour résultat l'accroissement de sa part dans la dépense intérieure brute (28,1 % en 2004 contre 28,2 % en 2003). L'investissement de l'Etat s'est stabilisé à son niveau de l'année précédente (prévision de clôture à 608,1 milliards de DA contre 628,3 en 2003) ; l'expansion des

investissements étant donc plus le fait des entreprises et qui ont, de surcroît, bénéficié de la forte croissance de 11,2 % des crédits bancaires à moyen et long termes.

Après la relative stabilité de son rythme de croissance au cours de l'année précédente, la consommation finale a gagné 1,4 point pour s'établir à 5,5 %, expansion plus faible que celle de l'investissement (8,1 %). Cette évolution est principalement le fait de la croissance de la consommation des ménages (5,9 %) que de la consommation des administrations publiques qui n'a progressé que de 4,5 %, ce qui est vérifié par la stabilité des dépenses de fonctionnement de l'Etat.

Les exportations de biens hors hydrocarbures demeurent relativement stables à leur faible niveau et contribuent donc peu à la croissance économique. En revanche, les importations de marchandises ont fortement augmenté (24,7 %) passant de 1.095 milliards de dinars à 1.367 milliards de dinars. Selon les catégories de produits, les importations de biens d'équipements ont enregistré la plus forte croissance à hauteur de 32,5 % en valeur contre 23 % pour les biens de consommation et 20,2 % pour les biens intermédiaires. Ces progressions inégales reflètent bien celles de leurs déterminants que sont les évolutions de la consommation, notamment, celles des ménages et de l'investissement.

Enfin, l'impact de l'expansion de la dépense intérieure brute sur la croissance des secteurs est très contrasté. L'inégale flexibilité de l'offre sectorielle domestique explique en grande partie les niveaux différenciés de croissance des diverses branches, notamment, les taux élevés de progression du BTP, des services (commerce et transport), et de l'agriculture hors céréales, d'une part, et les niveaux de croissance beaucoup plus faibles de l'industrie manufacturière (publique et privée) et de certains services, d'autre part.

Au total, la croissance de la demande, conjuguée à la relative rigidité de l'offre de certains produits pour lesquels les importations ne peuvent combler l'écart de la demande et de l'offre

domestiques (produits agricoles frais, services...) a conduit à une hausse significative des prix qui ont augmenté en moyenne annuelle de 4,6 % pour l'indice national et 3,6 % pour l'indice du Grand Alger.

## **II.2 - EVOLUTION DES PRIX**

La hausse des prix de détail, modérée en 2002, s'est amplifiée et accélérée pour la seconde année consécutive.

Limitée à 1,4 % en 2002, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation est passée, pour le Grand Alger, successivement à 2,6 % en 2003 et à 3,6 % en 2004. Au niveau national, la hausse est plus élevée. L'indice national enregistre une variation des prix de détail de 4,6 % en 2004.

Pour la deuxième année consécutive, la désinflation sur les marchés de gros des fruits et légumes s'est poursuivie. La hausse des prix de gros a été contenue, à 2,1 %, en baisse de 2,1 et de 4,8 points par rapport à ses niveaux des années 2003 et 2002, qui s'établissaient à 4,2 % et 6,9 %.

L'indice général des prix à la production industrielle du secteur public a progressé modérément de 0,7 % mais celui des industries hors hydrocarbures a atteint une hausse moyenne annuelle de 4,5 %. La hausse des prix à la production industrielle du secteur privé demeure modérée à hauteur de 1,5 %.

### **II.2.1 - Prix à la production industrielle**

La hausse des prix des produits industriels du secteur public qui avait progressé à un rythme élevé en 2003 s'est de nouveau accélérée en 2004. Il en est de même de la hausse moyenne annuelle des prix à la production industrielle du secteur privé, dont le rythme a plus que doublé en un an, passant de 0,6 % de croissance annuelle en 2003 à 1,5 % en 2004.

Les données du secteur public indiquent une hausse moyenne de 4,5 % contre 3,6 % en 2003. Le niveau général des prix du secteur industriel public continue à progresser à un rythme élevé,

trois fois plus rapide que celui du secteur privé, et de surcroît il s'est accéléré depuis deux ans.

La hausse de la demande, notamment du secteur de la construction, l'inflation importée, notamment sur les demi-produits, conjuguée à la hausse de l'Euro et à la faible productivité de certaines branches, expliquent, en partie, ces faibles performances.

Les neuf secteurs d'activité de l'industrie publique hors hydrocarbures ont enregistré de fortes hausses des prix à la production, toutes supérieures à 2 % en moyenne annuelle. Ces augmentations dont la plus élevée atteint 16,6 % pour le secteur des industries diverses sont, pour la plupart, supérieures à 4 %. Seuls les secteurs de matériaux de construction, de la chimie et de l'industrie du cuir et chaussures, ont pu contenir la progression de leurs prix à moins de 2 %.

La branche de production du bois et papier a connu une forte hausse des prix (8,5 %), soit l'évolution opposée à celle des deux années antérieures au cours desquelles ses prix avaient reculé de plus de 1 %. En plus de l'évolution des prix de produits d'ameublement qui ont progressé de 5,9 %, l'inflation de ce secteur s'explique par la forte hausse des prix des produits de menuiserie générale qui contribue pour 41 % à sa pondération, en relation, pour cette branche aussi, avec la forte demande induite par l'expansion des secteurs du BTP.

Avec 7,3 % en moyenne annuelle, le secteur d'activité des mines et carrières a enregistré la seconde plus forte hausse du secteur industriel public. Cette forte augmentation a été tirée vers le haut par celle de la branche de l'extraction des minerais non ferreux (14,1 %) et surtout par la branche de l'extraction du minerai de fer (14,0 %), qui est l'une des activités dominantes de cette branche. Il convient de relever la seconde baisse des prix (-5,5%) de l'extraction des phosphates après celle de 0,7 % de l'année 2003.

Les prix dans le secteur d'activité "matériaux de construction et verre" ont évolué modérément. Ils ont progressé de 1,5 % en 2004 contre 3,6 % en 2003. L'expansion soutenue et régulière de

l'activité du secteur du BTP a amplifié la demande, déjà élevée, et a pesé sur les prix des liants hydrauliques qui ont fortement augmenté (6,1 %) malgré la vigoureuse croissance de la production nationale (16 %). Cette hausse a tiré vers le haut l'indice de l'activité en raison du poids important de ces produits (2/5 èmes de l'activité). Deux des cinq branches de ce secteur ont enregistré des baisses de prix significatives, supérieures à 0,9 %, notamment la fabrication de produits rouges. L'indice de cette branche a reculé de 3,3 %, baisse qui succède à celle de l'année précédente ; les prix de l'industrie du verre ayant reculé de 0,9 % et ceux de la fabrication de céramique de 6,2 %.

Les prix des produits des secteurs sidérurgiques, métalliques et mécaniques ont augmenté de 5,2 %, rythme en léger recul par rapport à l'année précédente (5,6 %). Neuf des 12 branches que compte ce secteur d'activité ont enregistré des hausses dont quatre sont supérieures à 6 %. Deux branches importantes contribuant à plus du tiers (35,2 %) à l'indice de ce secteur, la sidérurgie et la construction de véhicules industriels, ont enregistré de très fortes hausses en moyenne annuelle. La sidérurgie a vu ses prix croître de 8,8 % en raison de l'impact de la hausse du prix du minerai et de la hausse du prix de l'énergie. Les prix de la branche de la construction des véhicules industriels ont progressé de 9,4 %, hausse due en grande partie à la forte progression du prix de l'acier.

La plus forte hausse de prix est enregistrée dans la branche de construction des biens de consommation mécaniques qui, avec 13,1 %, a vu son indice dépasser le seuil du millier de points (1018,1).

Les prix de l'énergie ont fortement augmenté pour la seconde année consécutive. La hausse de 5,4 % en 2004 succède à celle de 4,4 % de l'année précédente et l'indice de ce secteur frôle les mille points (972,5), niveau supérieur à l'indice moyen hors hydrocarbures (912,0).

Deux secteurs d'activité ont enregistré une inflation voisine de la moyenne du secteur industriel public : l'industrie agro-alimentaire et l'industrie du cuir. Les prix de l'industrie agro-alimentaire ont augmenté de 4,7 %, en nette accélération par rapport à l'année précédente 3,6 %. Cette évolution est cohérente avec celle des prix de gros des fruits et légumes (+2,1 %) et plus généralement des produits agricoles, matières premières de cette industrie. Les hausses les plus importantes sont le fait de la branche de la fabrication des produits alimentaires animaux, activité comptant pour 17,1 % dans l'indice et dont les prix ont augmenté de 11,4 %, de la fabrication des conserves de fruits et légumes (9,5 %) et celle de l'industrie du tabac dont la pondération est le cinquième de celui de l'activité, et dont les prix ont aussi progressé de 9,5 %.

L'indice des prix de l'activité textile a progressé de 4,0 % en moyenne annuelle et cette évolution est due surtout à la hausse de la branche de la fabrication des biens de consommation textiles dont les prix ont augmenté de 8,3 % ; ceux de la fabrication des biens intermédiaires ayant, par contre, reculé de 0,4 %.

Enfin, les deux secteurs du cuir et de la chimie ont maîtrisé l'évolution de leur prix à la production. La hausse est limitée à 1,6 % pour la première activité et à 1,7 % pour la seconde. Il faut rappeler que l'année précédente, les prix de ces deux branches étaient stables pour l'industrie du cuir et en baisse pour la chimie (0,5 %).

En matière de prix, le secteur industriel privé continue d'obtenir des résultats satisfaisants. L'indice des prix à la production industrielle a progressé de 1,5 % en moyenne annuelle en 2004. Ces résultats, quoique meilleurs que ceux du secteur public, se dégradent régulièrement depuis trois ans, période durant laquelle la hausse des prix a toujours été inférieure à 1 % ; elle était de 0,6 % en 2003 (-0,4 % en 2002).

A l'exception des matériaux de construction dont l'inflation dépasse celle du secteur public, tous les autres secteurs privés d'activité ont enregistré des hausses inférieures à celles des mêmes activités du secteur public. Hormis la branche de la chimie, dont les prix sont demeurés stables, les prix de toutes les branches ont augmenté ; la hausse maximale de 6,5 % étant enregistrée dans le secteur des industries diverses.

Il faut relever deux hausses importantes de 3,4 % et de 3,3 % des deux secteurs, des industries sidérurgiques et métallurgiques, et des matériaux de construction. L'inflation de la branche sidérurgie est, néanmoins, en forte baisse par rapport à l'année précédente (6,4 %) et ce, malgré la forte hausse des prix des demi-produits et de l'acier. Les prix de la branche matériaux de construction ont progressé de 4,3 points en 2 ans ; la hausse passant de -1,0 % en 2003 à 3,3 % en 2004.

Les quatre autres secteurs d'activités ont maîtrisé l'évolution de leurs prix, limitant les hausses à moins de 2,3 %.

Pour la troisième année consécutive, l'inflation des produits industriels s'accélère tant dans l'industrie publique que privée. Si l'inflation importée, et notamment l'évolution de la devise européenne explique en partie cette évolution, les fortes hausses de prix des activités peu dépendantes de l'extérieur (matériaux de construction, mines et carrières) sont probablement imputables à un excès de demande face à une offre relativement rigide.

Dans d'autres secteurs soumis à la concurrence, les hausses sont imputables plutôt à l'évolution des coûts et, au demeurant, les prix de ces secteurs n'augmentent que modérément. Enfin, certaines branches d'activité (ex : transport aérien) dont les produits sont offerts sur un marché apparemment concurrentiel, connaissent des dérives de prix que n'expliquent ni la hausse de la demande ni celle des coûts mais plutôt le caractère captif de ces marchés.

## **II.2.2 - Evolution des prix à la consommation**

Après une évolution modérée au cours de l'année 2002, les prix de détail, tels que mesurés par l'indice des prix à la consommation, ont notablement augmenté et leur rythme de hausse s'est accéléré au cours des deux dernières années. L'indice national, base 100 en 1989, a atteint 654,1 points en décembre 2004 progressant de 4,6 % en moyenne annuelle et celui de la capitale, avec 609,9 points, indique une hausse de 3,6 %, taux supérieurs respectivement de 1,1 et de 1,0 point de pourcentage à leur niveau de l'année précédente.

Après l'importante baisse de l'inflation en 2002, la reprise de la hausse des prix en 2003 s'est confirmée et amplifiée en 2004 ; la progression en moyenne annuelle de l'indice national étant la plus élevée depuis 6 ans, dépassant de 1,1 point le pic de l'année 2001. L'indice des prix de la capitale a progressé plus lentement que l'indice national, mais sa hausse est la plus forte de ces dernières années, après celle de 4,2 % enregistrée en 2001.

Au cours du premier semestre de l'année, les deux indices, national et celui du Grand Alger, ont évolué à la baisse de manière quasi-continue, ramenant le niveau général des prix de juillet 2004 à sa valeur de septembre 2003 pour le premier et à celui d'une année auparavant pour l'indice de la capitale. Cette évolution favorable s'est interrompue au début du second semestre qui a été caractérisé par la forte croissance des deux indices effaçant ainsi les gains précédents. En fin d'année, l'indice national et celui de la capitale ont dépassé leur niveau de décembre 2003.

En décembre 2004, le rythme d'inflation en glissement annuel de l'indice national aussi bien que celui de la capitale, est le plus bas depuis 20 mois. Commenant l'année à un très haut niveau avec 8,3 % en mars, le glissement annuel de l'indice national s'est limité à 1,6 % en décembre après un important repli entamé à la fin du premier semestre. L'indice de la capitale a connu la même évolution décroissante partant d'un niveau moins élevé et aboutissant à 2,0 % à la fin de l'année.

Malgré la baisse du rythme d'inflation en glissement, le niveau général des prix de l'indice national en fin d'année (651,4) est plus élevé que son plus haut niveau de novembre de l'année antérieure (641,8). Il en est de même pour l'indice de la capitale qui, avec 609,9 en décembre 2004 dépasse le maximum de l'année précédente enregistré en novembre (601,2).

L'indice national et l'indice de la ville d'Alger ont culminé à hauteur respectivement de 658,3 et 611,9 points puis ont fléchi en décembre 2004. Au cours de cette année, l'indice national a enregistré autant de baisses que de hausses mensuelles, toutes les hausses étant supérieures à 0,5 % et les baisses d'amplitudes supérieures à 0,7 %. Excepté pour le mois de mai, l'indice de la capitale a connu la même évolution que celle de l'indice national.

L'indice des prix calculé pour les 10 déciles de revenus indique une hausse pour toutes les catégories. Cette hausse en moyenne annuelle est cependant moins forte que celle de l'indice global pour 4 des 5 catégories aux revenus les plus faibles, leur écart négatif à la hausse moyenne se situant entre 0,6 et 2,5 points de pourcentage. La hausse de l'indice du 3<sup>ème</sup> décile est plus élevée de 0,1 point de pourcentage à celle de l'indice de l'ensemble de la population. Le panier de consommation de ces catégories les plus vulnérables a donc moins pâti des effets de l'inflation que les groupes de revenus plus élevés (+4,0 % et +3,7 % pour les déciles 10 et 8), ce qui confirme la relative stabilité des prix des biens et services de large consommation. L'impact négatif de cette inflation est néanmoins plus vivement ressenti par les catégories sociales de faible revenu du fait de la forte proportion des dépenses de consommation dans le budget de ces ménages.

Selon les huit groupes de produits et en moyenne annuelle, l'indice national a enregistré six hausses et une seule baisse au cours de l'année 2003. La baisse de 0,2 % concerne le groupe meubles et articles d'ameublement alors que les prix du groupe santé sont demeurés stables.

Pour la seconde année consécutive, les deux groupes de produits (alimentation, transports et communication) ont connu les plus fortes augmentations en moyenne annuelle, soit respectivement 3,7 % et 10,7 % qui se cumulent avec celles, déjà élevées, de l'année précédente estimées à 4,5 % et 7 %.

Avec respectivement 44 % et 11,5 %, ces deux groupes constituent à eux-deux 55,5 % de la pondération de l'indice et donc l'évolution de leurs prix est déterminante dans l'évolution de l'indice national.

Comme durant l'année 2003, les prix des services ont très fortement progressé en 2004 et leur rythme de croissance a quasiment doublé. Avec 9,2 % de hausse moyenne annuelle, contre 4,9 % en 2003, la hausse des prix des services, malgré le faible poids de cette catégorie dans l'indice global (12,4 %), a contribué pour plus du tiers (33,8 %) à l'inflation. La hausse de l'indice des services a été principalement générée par celle du groupe transport et communication, elle-même déterminée par les nombreux et fréquents relèvements des tarifs du transport aérien, domestique et international, qui se sont cumulés à ceux de l'année 2003.

Ce groupe de produits dont les prix ont augmenté de 11,2 % au niveau national (10,7 % pour l'indice de la capitale) est celui qui a connu la plus forte inflation ; la hausse s'étant accélérée passant de 3,8 % en 2002 à 7 % en 2003 et en trois ans les prix ont augmenté de 22 %.

L'évolution des prix des produits alimentaires a été quasiment identique à celle de l'année précédente. Pour la seconde année consécutive, et malgré une saison agricole plutôt bonne, les prix des produits agricoles frais ont considérablement augmenté (6,9 %) et entraîné une forte inflation des biens alimentaires de 3,7 % pour la capitale et de 4,9 % au niveau national, hausse similaire à celle de l'année précédente.

L'accélération de la hausse des prix de détail des produits agricoles frais est probablement poussée par la faiblesse de la régulation et de l'organisation du marché, notamment l'allongement du circuit de distribution. En effet, le rythme de hausse des prix est considérablement plus élevé entre les marchés de gros et de détail (4,8 points de plus pour les prix de détail en moyenne annuelle) et cet écart ne semble pas être entièrement justifié par la hausse des coûts de distribution.

Les prix des produits alimentaires industriels demeurent maîtrisés et ont modérément progressé (0,6 %) mais le rythme de hausse s'accélère. D'une baisse de 0,2 % en 2002, ces prix ont enregistré deux hausses successives au cours des deux années suivantes (0,4 % et 0,6 %). La hausse significative des prix des produits alimentaires, conjuguée à la forte pondération de cette catégorie de produits (44,1 % de l'indice), contribue à près de la moitié (48,2 %) de l'inflation moyenne annuelle.

Les prix des autres services du groupe logement et charges ont évolué moins rapidement que la moyenne ; ils ont progressé de 2,3 % au niveau national et de 1,7 % dans la capitale à des rythmes semblables à ceux de l'année précédente.

Enfin, l'indice des prix du groupe des services d'éducation, de loisirs et de culture est demeuré quasiment stable, les hausses tant pour l'indice national que pour celui de la capitale, étant inférieures à 1 %, (respectivement 0,8 et 0,7 %).

L'indice national du groupe de produits meubles et articles d'ameublement a évolué modérément avec une hausse de 1,1 % et celui de la capitale a enregistré une seconde baisse de 0,2 % après celle de 0,4 % de l'année 2003. En trois ans, les prix de ces produits n'ont augmenté que de 2 % au niveau national et ont reculé pour l'indice de la ville d'Alger.

L'inflation "sous-jacente" ou fondamentale, mesurée par l'indice hors produits agricoles frais, est estimée à 2,2 % en 2004, en forte accélération par rapport aux deux années précédentes au cours desquelles le rythme de la hausse s'était nettement ralenti. L'inflation fondamentale enregistrée en 2004 est en effet supé-

rieure de 0,6 point à la hausse de 2002 et le double de celle de l'année 2003, mais elle demeure cependant très en deçà du maximum de 3,7 % atteint en 2001. Cette évolution confirme que la hausse des prix est moins imputable à la volatilité des prix des produits agricoles ; elle reflète plutôt un retournement des tendances lourdes.

Enfin, le différentiel d'inflation entre l'Algérie et l'Europe des 15, son premier client et fournisseur, qui était à l'avantage de l'économie nationale au premier trimestre 2003 s'est dégradé et est devenu défavorable depuis. L'écart des taux annuels moyens s'est amplifié passant de 1,5 point de pourcentage en 2003 à 2,6 en 2004.

Cette évolution des prix relatifs n'est pas sans danger pour la poursuite du développement économique et social dans le contexte d'une économie de plus en plus ouverte et désormais soumise à une forte concurrence, rendue possible par la réduction progressive des protections tarifaires.